DECLARATION LIMINAIRE DE L'INTERSYNDICALE SNETAP-FSU/ FO-EA/ CGT Agri
CTREA 12 JUIN 2018

Depuis son installation, il y a tout juste un an, le gouvernement multiplie les attaques contre l'ensemble des citoyen.nes, salarié.es publics et privés, jeunes et retraité.es. Il utilise pour cela tous les moyens, y compris les plus autoritaires: législation par ordonnance, simulacre de concertation, mais à un rythme tel qu'il ne permet pas une réelle expression de la volonté populaire.

Que dire :

Du dialogue social : malmené !!!
Il ne cesse de se dégrader. Les décisions qui engagent l'avenir de l'enseignement agricole public et des EPLEFPA sont prises unilatéralement sans temps de concertation réel avec les représentants des personnels. Nous exprimons un très fort mécontentement face au mépris avec lequel le Ministère et notre autorité académique, nous traitent : réunions annulées au dernier moment, rétropédalages incessants et court-circuitages des instances qui sont plus que jamais des chambres d'enregistrement. Parce que nous refusons de servir de caution nous dénonçons ce simulacre de concertation et appelons à un véritable « dialogue social ».

De la réforme du lycée et de la voie générale et technologique qui sonne comme un coup de massue qui de fait va fragiliser les BAC S et technologiques ou concourir à leur mise en extinction. Les propositions du ministère de l'agriculture, son inertie et manque d'ambition aggravent la situation. C'est donc l'existence de l'enseignement agricole public qui pourrait être remise en cause. De la réforme de Parcoursup, une machine infernale qui prépare le terrain à un système de sélection et de tri social, géographique inédit dans l'histoire républicaine et qui enlève au baccalauréat son statut de premier grade universitaire.

De la réforme de la voie professionnelle présentée par le ministre de l'Éducation Nationale, où déjà, l'on sait que la modification de la 2nde pro va entraîner des baisses d'enseignements généraux et d'enseignants, alors que le rôle de l'école est d'apporter le maximum de connaissances générales aux élèves pour en faire des citoyen.nes éclairé.es.

De la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle portée dans la loi «pour la liberté de choisir son avenir professionnel» qui est une attaque contre le système éducatif et le service public. Elle vise à satisfaire une idéologie libérale en transférant aux branches professionnelles la gestion et la gouvernance de l'apprentissage qui sort donc de la compétence publique et qui se privatise. En l'état de la loi, ce sont des dizaines de CFAA qui vont être menacés, des personnels qui risquent de perdre leur emploi et des jeunes qui ne pourront pas accéder à la formation de leur choix.

Des documents préparatoires au CTREA, qui ne prévoient que des regroupements de classes ou d'options, qui ne lèvent aucune incertitude sur l'avenir du site de Moissac, qui prévoient une DGH insuffisante au regard des besoins pédagogiques, des conditions d'ouvertures de classes contre fermetures. Inacceptable ! Pire encore, tout laisse penser que l'année 2018/2019 sera sous une gestion d'austérité. Une fois de plus il sera demandé aux agents de faire autant ou plus avec moins.

Face à ce diktat idéologique, nous, représentants des personnels de l'intersyndicale SNETAP-FSU/ FO-EA/ CGT Agri, ne nous résignerons pas. Nous ne laisserons pas casser l'enseignement agricole public et nous dénonçons toutes ces mesures d'austérité.